

Les promesses à tenir du municipalisme français

En France, les élections municipales de 2020 ont vu la multiplication sans précédent de « listes citoyennes » composées de néophytes non affiliés aux organisations partisans. Moins de deux ans après l’irruption des Gilets jaunes, ce phénomène doit être compris comme le résultat d’une crise multiforme de la démocratie locale. Le municipalisme français peut offrir une sortie de crise, mais il se heurte à de nombreuses contraintes.

Par Vincent Béal, Nicolas Maisetti, Gilles Pinson et Max Rousseau

Les élections municipales françaises de mars et juin 2020 ont été marquées par la crise sanitaire. En pleine explosion de la première vague de l’épidémie de Covid-19, le scrutin a donné lieu à des taux d’abstention record. Ce phénomène pourrait être analysée comme une nouvelle manifestation du désintérêt pour la politique. Pourtant, le scrutin a également vu naître une dynamique de remobilisation. Il s’est caractérisé l’émergence de « listes citoyennes » composées de néophytes non affiliés aux organisations partisans. Les dernières élections témoignent donc sans doute davantage d’une défiance à l’égard du politique, et plus précisément à l’égard des partis « de gouvernement », qui sans être totalement nouvelle s’est considérablement amplifiée lors de la dernière décennie.

S’il est difficile d’objectiver l’ampleur actuelle du municipalisme en France – les [listes se revendiquant comme « participatives », « citoyennes » ou « municipalistes »](#) sont aussi nombreuses qu’hétérogènes¹ –, il est clair qu’il bouleverse le jeu politique local traditionnellement dominé par les partis « de gouvernement ». Depuis une quarantaine d’années, ces derniers ont verrouillé l’agenda politique local autour des mots d’ordre de compétitivité et d’attractivité, des grands projets d’urbanisme et des politiques culturelles à destination des classes moyennes et supérieures. Certes, les situations sont hétérogènes en fonction des types de villes, et les problèmes se posent de manière différente dans les métropoles en croissance et dans les villes moyennes en déclin. Mais dans l’ensemble, le mantra du développement reste partagé par les édiles de droite et de gauche, pour lesquelles l’enjeu principal est d’attirer des entreprises, des investisseurs et de nouvelles populations dans leurs villes.

Ce sont ces deux crises – celle des agendas politiques locaux et celle, plus générale, de confiance envers le politique – qui ont été révélées par le scrutin de 2020 et ont servi de principal marchepied aux « nouveaux » mouvements municipalistes. Dans de nombreuses villes, on a ainsi vu (re)surgir soit des postures critiques à l’endroit des politiques d’attractivité, soit des initiatives concrètes visant à rééquilibrer les rapports de force entre les acteurs de marché et les intérêts publics. Quels sont les facteurs de cette remise en cause émergente ? Quels sont les groupes sociaux et les acteurs qui les portent ? Comment cela se traduit-il dans l’offre électorale, voire dans des programmes de gouvernement municipal ? Ces

¹ L’association *Action Commune !* qui a suivi et outillé plusieurs de ses listes lors de la campagne municipale en dénombreait en mars 2020 plus de 400, sans que ce décompte soit exhaustif.



évolutions dessinent-elles une remise en cause du paradigme néolibéral au profit d'un horizon néo-municipaliste ?

Humeur « métrosceptique »

Le municipalisme est d'abord le produit d'une crise de légitimité des agendas politiques locaux qui restent dominés par les enjeux de croissance, de développement urbain, d'attractivité, ce que l'on a de plus en plus tendance en France à appeler des « politiques de métropolisation ». Depuis quelques années, un discours de contestation de la métropolisation se développe dans les sphères intellectuelles et militantes². La chose est assez neuve car en France, les luttes urbaines n'ont jamais eu l'ampleur et la longévité qu'elles peuvent avoir en Allemagne par exemple. Et d'ailleurs, le terme même de « métropole » est resté pendant longtemps cantonné dans les sphères des experts et des géographes.

La donne change au milieu 2010 lorsque deux lois viennent transformer les structures de coopération intercommunale des plus grandes villes, créant la catégorie politique de « métropole ». Cette innovation législative et sémantique contribue à cristalliser des mécontentements, restés jusque-là latents, visant à la fois des évolutions socio-spatiales considérées comme néfastes – l'envolée des prix immobiliers dans les centres urbains, la gentrification, l'éviction des populations précaires, l'abandon supposée des zones rurales par l'État, etc. – et la multiplication de grands projets d'aménagement jugés inutiles et préjudiciables à l'environnement – aéroports, autoroutes, stades de sport, parcs de loisirs, centres commerciaux, etc. Élus et administrations au niveau national et local sont accusés de porter un agenda visant à concentrer les hommes et les fonctions dans une poignée de grandes agglomérations.

Cette contestation d'un agenda de métropolisation est reprise par un certain nombre de listes aux dernières élections municipales. A Nantes, la liste « Nantes en Commun » s'inspire explicitement à la fois du municipalisme et de la critique de la métropolisation dans une ville gouvernée par les socialistes. Depuis 1989, ses édiles en ont fait un laboratoire de politiques culturelles et environnementales conçues à la fois pour satisfaire leur clientèle électorale constituée de la petite bourgeoisie éclairée et pour positionner la ville dans la compétition territoriale. Notons que la liste « Nantes en Commun » est le résultat de l'effort de militants visant à fédérer les luttes en cours en périphérie de la métropole – et notamment ceux de la ZAD de Notre-Dame des Landes³ – et celles conduites dans certains quartiers de la ville soumis à d'importantes transformations. « Nantes en Commun » est ainsi le produit électoral

² A la frontière entre les univers scientifiques et militants deux ouvrages ont rencontré un fort écho médiatique : celui de l'essayiste Christophe Guilluy « La France périphérique » (2014) et celui du géographe Guillaume Faburel « Les métropoles barbares » (2020). Ces débats sur la contestation de la métropole feront l'objet d'un numéro spécial de la revue en ligne *Métropoles*, fin 2021 : <https://journals.openedition.org/metropoles/>

³ Les Zones à Défendre, qui se sont multipliées au cours de la dernière décennie, sont des rassemblements permanents de militants opposés à des grands projets d'aménagement. Celle de Notre-Dame-des-Landes, sur le site prévu pour la construction d'un aéroport, a constitué l'une des plus médiatisées jusqu'à sa répression par le gouvernement en 2018.



d'un mouvement plus largement baptisé « Métropole en luttés » contestant à la fois la « norme métropolitaine » et l'organisation des pouvoirs métropolitains.

A Strasbourg, la liste « Strasbourg Écologiste et Citoyenne », conduite par les Verts mais intégrant des citoyens non-encartés, se construit également en rupture avec à l'agenda entrepreneurial de l'ancienne municipalité. Mais c'est surtout la controverse autour d'un projet de rocade qui finit de miner l'alliance locale entre les Socialistes et les Verts, qui dirigeait pourtant la ville depuis plus de 10 ans. En France, la contestation des agendas et des politiques de métropolisation est un facteur tout aussi décisif que l'austérité pour expliquer la multiplication récente des listes municipalistes.

Malaise dans la représentation

A côté de la contestation de l'agenda de la « métropolisation », un autre élément constitue le terreau de la floraison de démarches municipalistes : la crise de légitimité dont souffrent les institutions politiques en général et les partis politiques en particulier. Le baromètre de la confiance politique du CEVIPOF de février 2021 indique que seuls 16 % des Français déclarent avoir « confiance dans les partis politiques », contre 39% des Allemands et 32% des Britanniques⁴. Les manifestations de cette crise sont largement documentées : impopularité des personnels politiques, abstention, progression du populisme et des partis qui se présentent comme « antisystèmes » (comme *La République En Marche*, le parti fondé par Emmanuel Macron), brouillage ou tentative de « dépassement » du clivage droite/gauche. Pendant longtemps, les élus locaux ont été épargnés par cette défiance généralisée, notamment dans les communes de petite taille où les appartenances partisanes sont souvent inexistantes ou masquées. Les élus des grandes villes ont cependant plus de mal à échapper à cette disgrâce. D'abord parce qu'ils ne bénéficient pas du même degré de proximité avec les électeurs que leurs homologues des petites communes. Ensuite parce que leur affiliation partisane est souvent plus explicite : ils sont dépendants des partis et de leurs ressources pour mener les campagnes électorales et ils doivent affirmer leur identification partisane s'ils souhaitent devenir des figures politiques nationales.

Un parti en particulier est dans la tourmente depuis quelques années : le Parti socialiste (PS). Et de fait, c'est souvent contre lui que la mouvance municipaliste se construit. C'est que le PS possède plusieurs particularités qui en font une cible idéale. Bien qu'exaspéré au niveau national (le nombre de députés socialistes s'effondre de 295 en 2012 à 31 en 2017), le parti dirige encore un grand nombre de villes. La poussée municipaliste doit donc se comprendre comme le produit de l'essoufflement de la gestion urbaine sociale-démocrate : cet agenda séduit encore une partie de la classe moyenne progressiste embourgeoisée, mais peine de plus en plus à rassembler d'autres fractions des populations urbaines. Certains groupes se mobilisent pour une nouvelle offre, comme par exemple ceux qui disposent d'un fort capital culturel, mais à l'inverse d'un faible capital économique. Quant aux couches populaires, elles se tournent vers l'extrême-droite (bien que de manière nettement moindre que dans les zones rurales) et surtout vers l'abstention.

⁴ <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique.html>



Si cette tendance à la désaffection du politique est ancienne et quasi-générale en Europe, elle prend une forme inédite en France depuis la fin de l'année 2018, soit quinze mois avant les élections municipales. Le mouvement des Gilets Jaunes bouleverse les modes de protester et la manière dont s'incarnent les luttes sociales. À l'origine centré sur la contestation de l'introduction d'une nouvelle taxe sur les carburants, il prend rapidement une ampleur considérable tandis que ses « revendications » s'élargissent pour intégrer des propositions d'innovations démocratiques visant à réformer, voire à rompre avec l'exercice du pouvoir représentatif à l'échelle nationale et locale. Les thèmes de la démocratie directe communaliste, notamment à travers la proposition d'instaurer un Référendum d'initiative citoyenne ou dans l'auto-organisation des groupes de Gilets jaunes, sont ainsi réintroduits dans le débat public. Bien que rejetés à l'échelle nationale, ces thèmes n'ont pas été sans effet sur la structuration d'initiatives néo-municipalistes lors du printemps 2020. Par ailleurs, et même si l'idée fait débat, certains voient dans les Gilets Jaunes un mouvement mobilisant avant tout des groupes sociaux économiquement déclassés et rejetés vers des périphéries toujours plus lointaines par le processus de métropolisation.

Le « municipalisme » contre le mur partisan

Les élections municipales de 2020 apparaissent donc comme un moment de bascule. La victoire de listes écologistes comprenant des candidats non-affiliés à Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Besançon, Tours, Annecy ou encore Poitiers, fait l'effet d'une bombe dans le paysage politique national. Plus généralement, les scores (certes souvent en demi-teinte) réalisés par les listes « municipalistes » permettent l'entrée de nouveaux élus dans les conseils municipaux de nombreuses villes, grandes comme petites. Et pourtant, ces évolutions ne semblent pas pour l'instant produire de changements radicaux tant les pratiques restent contraintes par les routines et les cadres du système politico-institutionnel existant.

Il faut dire que les listes municipalistes françaises se sont heurtées au maintien des forces partisans traditionnelles à l'échelle locale. Affaiblis au niveau national par l'émergence de LREM, les partis traditionnels – notamment ceux de centre-droit et de centre-gauche – auraient pu être balayés par la vague municipaliste dont l'une des dimensions était l'ouverture à des citoyens non-encartés et à des organisations supposées représentées la « société civile ». Tel n'a pourtant pas été le cas. Profitant du faible ancrage local de LREM, ils sont même parvenus à maintenir leurs positions lors du scrutin 2020. Au départ dépassés par les listes citoyennes, ils ont rapidement réussi à les apprivoiser en intégrant certaines par le biais de fusions. À bien des égards, l'ancrage et les réseaux clientélares hérités du passé font encore la différence. À gauche, le jeu politique local reste donc largement dominé par le PS, Europe-Écologie-Les Verts (EELV), le PCF et La France Insoumise (LFI).

Dans certaines villes, comme à Strasbourg (« Écologiste et Citoyenne ») ou à Marseille (« le Printemps Marseillais »), ce sont ces partis qui contrôlent des listes ouvertes à la société civile. Celles-ci restent d'ailleurs composées pour partie de « professionnels » de la politique, qui occupent les plus hautes places dans ces listes, voire leur tête. Le système électoral en vigueur pour les élections municipales en France – un scrutin de liste à deux tours avec représentation proportionnelle – achève de conférer une prime aux partis existants, ce qui restreint mécaniquement les chances d'éclosion électorale d'un nouveau mouvement. Par



exemple à Chambéry, une partie des militants de « Chambé Citoyenne » – liste d’inspiration municipaliste arrivée en troisième position – ont voté entre les deux tours en faveur de la fusion avec la liste socialiste alors que cette dernière n’avait devancé la leur que d’une poignée de voix.

Mais le poids des anciens partis a également pesé en interne sur le mouvement. Plusieurs listes se réclamant du municipalisme ont ainsi progressivement bénéficié des soutiens de partis, ce qui a conduit à des interrogations sur la dilution de leur identité citoyenne. Par exemple, la liste « Poitiers collectif », née en dehors des partis, a reçu le soutien d’EELV, de Génération.s, de Nouvelle Donne, puis du Parti communiste. La liste était conduite par une conseillère régionale écologiste, finalement élue maire. A l’initiative de son leader Jean-Luc Mélenchon, LFI a privilégié une stratégie d’appui aux listes citoyennes à l’occasion des municipales. Mais l’arrivée de militants politiques aguerris au sein de collectifs sans expérience a modifié les stratégies internes. Par exemple à Montpellier, des militants du mouvement municipaliste ont quitté la liste après que celle-ci a obtenu le soutien de LFI (qui avait pourtant fait bondir le mouvement dans les sondages). Ils dénonçaient la reprise en main de la communication officielle du mouvement par une association proche de LFI et le cynisme d’une campagne dans laquelle l’étiquette partisane était brandie dans les quartiers populaires, mais « cachée » dans les quartiers aisés. À Marseille, l’initiative d’inspiration municipaliste du « Pacte démocratique » a doublement subi le poids des partis, ce qui explique en partie son absence sur la ligne de départ lors du scrutin. De l’extérieur, quand ses membres ont été accaparés par des négociations sans fins et finalement sans issues avec les représentants des partis (PS, PCF) de la liste de coalition de gauche concurrente (« le Printemps Marseillais »). Mais aussi de l’intérieur, puisque les militants de LFI ont fait figure de repoussoir pour les membres qui étaient hostiles à l’idée de voir le mouvement transformé en outil de conquête électorale.

Le prix de la démocratie interne

Dans de nombreuses villes françaises, les mouvements se réclamant du municipalisme ont fait un large usage de dispositifs destinés à revivifier la démocratie locale. On peut dire *a posteriori* que ceux-ci se sont finalement révélés à double tranchant. Le diagnostic initial étant celui d’une crise de la représentation, la réponse apportée a souvent pris la forme d’une volonté de maximiser la participation et de lutter contre l’abstention. Il s’agissait dès lors, d’investir des espaces (cafés citoyens, réunions dans les rues), des outils (tirage au sort, élections sans candidat, assemblées générales souveraines) et des dispositifs horizontaux de prise de décision collective supposés garantir la prise en compte de chaque voix. Ce choix s’explique bien entendu par l’âge des participants, souvent assez jeunes, mais aussi par la présence dans ces mouvements de personnes dotées de compétences organisationnelles (gestion de projets, communication, ingénierie, ressources humaines etc.).

A Montpellier par exemple, pour éviter la méfiance lors de la constitution de la liste, le mouvement a conçu des dispositifs visant à favoriser la transparence : élections sans candidat pour la tête de liste, désignation de la liste plébiscitée (candidats proposés par d’autres membres du mouvement) etc. La constitution de la liste a par ailleurs été déléguée à un comité d’universitaires et représentants associatifs, qui ont veillé à la représentativité de la liste par rapport à la population montpelliéraine (âge, sexe, profession). A Strasbourg, un



dispositif similaire a été conçu afin de rendre la liste représentative de la structuration de la ville en quartier. À Chambéry comme à Toulouse, enfin, la liste municipaliste a été désignée par trois mécanismes distincts : un tiers par tirage au sort, un autre tiers par plébiscite (candidats désignés par des membres du collectif mobilisé), le dernier tiers étant réservé aux candidats volontaires. De nombreux dispositifs ont également été conçus afin de prolonger l'implication des participants : usage (ou détournement) d'outils de communication comme les forums internet conçus pour les joueurs de jeux vidéo, qui offrent un fonctionnement souple et facilitent le renouvellement de la division du travail.

Ces innovations, que certains qualifient de [« municipalisme de plate-forme »](#), constituent clairement une rupture dans la routine de la démocratie locale française. En créant de la confiance par la transparence, elles favorisent l'implication de groupes progressivement écartés de la gestion locale. C'est le cas des jeunes et plus généralement des groupes peu représentés par la démocratie locale. Dans certains cas, ces dispositifs ont également permis d'attirer les syndicats. Si la durée de l'implication de ces publics au-delà du temps de la campagne reste bien sûr à mesurer, force est de constater qu'ils se sont toutefois avérés généralement insuffisants pour toucher les quartiers populaires, hormis dans les cas où les listes municipalistes émanaient d'un mouvement déjà ancien et bien ancré dans le tissu associatif local. Par ailleurs, l'investissement dans les dispositifs visant à favoriser la participation et à renouveler la démocratie s'est souvent opéré au détriment de la construction d'un socle idéologiquement commun, qui aurait pu nourrir un programme et une réflexion plus aboutie sur le contenu des politiques urbaines.

Le piège du clientélisme

L'accent mis sur l'émergence d'une « ville néolibérale » occulte parfois la prégnance de la dimension clientéliste des politiques locales. Présente partout, cette distribution différenciée des biens publics est toutefois plus visible dans les villes du Sud comme Marseille, Nice, Montpellier ou Perpignan. Par exemple à Montpellier, la gestion socialiste mise en œuvre sans discontinuité suite à la vague rose de 1977 repose sur une différenciation de l'espace : l'Est de la ville, et les grands projets de *new-build gentrification* (Port Marianne etc.) sont destinés aux cibles de la politique entrepreneuriale (cadres du secteur privé et public) alors que l'Ouest et ses quartiers populaires sont gérés par une « machine politique » distribuant les derniers biens publics disponibles (emplois publics faiblement qualifiés, places en crèche, emplacements sur les marchés municipaux, etc.). Au fil des décennies, de l'amenuisement des ressources à distribuer et de l'évolution de la composition sociologique de la ville, ce régime laisse de côté une frange croissante de la population.

Dans de nombreuses villes, le rejet du « système » clientéliste, la dénonciation de l'affairisme ou du népotisme et son articulation avec la volonté de remettre les classes et les quartiers populaires au centre des nouveaux pouvoirs communaux sont centraux dans les discours à l'origine des initiatives municipalistes. C'est le cas à Marseille avec le principe dit de la « démocratie permanente » défendu par le « Pacte démocratique ». Largement issu des luttes sociales menées dans les quartiers nord par le « Syndicat des quartiers populaires de Marseille », celui-ci ne parvient pourtant à présenter une liste que dans l'un des secteurs de la ville : les 13^e et 14^e arrondissements populaires des quartiers nord, longtemps sous emprise



clientélaire pilotée par le PS local⁵ et depuis 2014 tombés dans l'escarcelle de l'extrême-droite. Mais butant sans doute – et en tous cas en partie – sur les réseaux clientélares installés, la liste municipaliste soutenue par le Pacte démocratique ne réalise que 6% des voix au premier tour.

C'est la même chose à Chambéry, où la liste « Chambé Citoyenne » a peiné à concurrencer les réseaux d'un parti socialiste pourtant affaibli par 6 années d'opposition dans le quartier d'habitat social de Chambéry-le-Haut. Ou encore à Melun, en grande banlieue parisienne, où la liste issue du collectif « Bien vivre à Melun » voit sa progression ralentie par les réseaux clientélares de la droite locale malgré de nombreux relais associatifs, un ancrage dans les mobilisations (contre la privatisation des services publics, pour le droit au logement) et un travail de terrain d'une dizaine d'années visant à diffuser la démocratie directe et la justice environnementale. Dans les villes et quartiers verrouillés par ce type de machines, les actions de terrain relayées par des collectifs enthousiastes ne se concrétisent pas forcément par des votes. C'est ce système matériel auquel se heurtent souvent les militants souvent peu expérimentés du mouvement municipaliste. Ces découvertes accélérées au fur et à mesure de l'approche du jour du scrutin, débouchent sur un vif désenchantement chez de nombreux militants à l'égard des *combinazione* partisans. Elles mettent en exergue le fait que ces listes, lorsqu'elles ne sont pas ancrées dans le tissu associatif et n'émanent pas des mouvements sociaux de la dernière décennie, réussissent peu à séduire au-delà de certaines fractions de la classe moyenne diplômée.

Des promesses encore à tenir

L'émergence spectaculaire des listes municipalistes a marqué les élections municipales de 2020. Celles-ci témoignent d'un essoufflement, notamment dans les métropoles, du consensus transpartisan autour des politiques d'attractivité, mais aussi, dans les villes moyennes, d'un rejet croissant des politiques d'austérité. Ces listes regroupent par ailleurs des fractions hétérogènes de la population urbaine, mais qui ont en commun d'être les oubliées à la fois des politiques urbaines néolibérales et des pratiques de redistribution clientéliste. Ces alliances ne sont pas sans évoquer la « vague rose » de 1977 qui avait porté au pouvoir le Parti socialiste dans des nombreuses villes sur la base d'une alliance entre une partie des classes populaires en voie de paupérisation et de la classe moyenne diplômée en ascension. Mais le contexte a changé. La différenciation territoriale explique que les enjeux ne sont pas tout-à-fait les mêmes dans une métropole en surchauffe, dans une commune périurbaine de troisième couronne ou dans une ville en déclin de la « diagonale du vide » frappée par la fermeture des services publics.

Les listes municipalistes se sont dans l'ensemble confrontées à la résistance des partis politiques, qui ont su nouer des alliances parfois contre-nature et négocier des modifications programmatiques ou des postes sur les listes en échange de leur soutien toujours perçu comme incontournable. Elles se sont révélées plus ou moins perméables à ces pressions

⁵ Ces deux arrondissements sont le fief politique de la député socialiste Sylvie Andrieux condamné en 2013 à quatre ans de prisons dont un an ferme pour détournement de fonds publics. La justice révèle le financement d'une machine politique à son service : 750 000 euros ont été versés à des associations fictives servant essentiellement à subventionner des agents électoraux à son service.



selon leur ancrage dans les tissus associatifs locaux et leur connexion aux mouvements sociaux urbains. Une fois élues, les listes municipalistes se sont heurtées à d'autres freins, notamment les intercommunalités devenues aujourd'hui incontournables en raison des compétences qu'elles détiennent en termes de planification, de logement, de transports ou de lutte contre le changement climatique. Dans ces espaces dont la gouvernance est assurée par des coalitions inter-partisanes qui privilégient les arrangements à huit clos au détriment de l'élaboration d'un projet politique métropolitain, les rares listes municipalistes victorieuses ont dû s'allier avec d'autres forces politiques de la gauche et du centre pour espérer pouvoir mettre en œuvre leur programme.

Pour l'heure, l'élection de ces nouvelles listes semble donc rendre simplement plus visible la rupture entre deux espaces politiques distincts : celui, politisé, de la commune, dans lequel le projet municipaliste de transformation sociale peut-être mis en œuvre, mais de manière incomplète ; et celui, dépolitisé, de la métropole, où les modes de gestion pragmatiques et entrepreneuriaux continuent de prédominer. Reste que depuis les élections de 2020, les élus issus des listes municipalistes, même ultra-minoritaires, se caractérisent fréquemment par un degré d'engagement particulièrement élevé. Leurs interventions lors des conseils municipaux sont d'autant plus remarquées qu'ils bénéficient du travail de préparation d'un collectif. Le réapprentissage du jeu démocratique se poursuit donc, presque une année à l'issue des élections. C'est pourquoi si les promesses nées de l'éclosion de ce mouvement n'ont pas encore toutes été tenues, cette force politique inédite pourrait sans doute être amenée à jouer un rôle croissant dans les villes françaises.

Vincent Béal est sociologue et politiste à l'Université de Strasbourg (UMR 7363 SAGE). Il travaille sur les villes, les politiques urbaines et la gouvernance. Ses recherches ont été consacrées ces dernières années à l'analyse des réponses aux problèmes de déclin urbain.

Nicolas Maisetti est post-doctorant en science politique à l'Université Gustave-Eiffel (UMR 8134 LATTIS). Il travaille sur les politiques urbaines d'austérité dans le cadre de la recherche ANR INVEST.

*Gilles Pinson est professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux (UMR 5116 CED). Ses travaux portent sur la gouvernance et les politiques urbaines. Il vient de publier *La ville néolibérale* (PUF, 2020) et *Pouvoirs Urbains* (avec Christian Lefèvre, Armand Colin, 2020).*

Max Rousseau est politiste et géographe au CIRAD (UMR 5281 ART-Dev). Ses travaux portent notamment sur la gouvernance et les stratégies de redéveloppement des territoires périphériques, dans les Nord et dans les Suds.

